

Faits marquants :

- **Province du Nord-Kivu :** Le Sud-Lubero reste dominé par des pillages et des exactions qui accompagnent les incursions menées par des éléments des FDLR, mais également par les FARDC. Les attaques du 5 mai à Malemo, du 6 mai à Kalembe, du 8 mai sur Butalongola et le 10 mai à Bingi ont occasionné des déplacements de populations.
- **Province Orientale :** La présence des militaires mal encadrés à Ngilima, mal approvisionnés et apparemment non payés depuis deux mois constitue une grande inquiétude qui est de nature à créer d'énormes problèmes de protection. Si ces troupes FARDC continuent de commettre des exactions contre les civils, cela risque d'entraver les prochaines distributions de vivres aux 18 000 personnes déplacées de Ngilima qui compte aujourd'hui 30 000 habitants. Selon certains observateurs, ce sont les FARDC, et non la LRA, qui constituent la menace la plus sérieuse sur la protection des populations dans ce territoire.
- **Province du Sud-Kivu :** De sources humanitaires ont indiqué que des éléments FDLR ont menacé de massacrer les habitants d'un village proche de Lemera si les FARDC les attaquaient. Paradoxalement, ces combattants FDLR pratiquent systématiquement le racket en collaboration avec les FARDC. La population traumatisée est prise en otage et ne peut ni aller aux champs, ni fuir la zone.

PROVINCE DU NORD-KIVU

Mouvements de populations :

L'église 55^{ème} CEBCE Patmos / Mugunga signale l'arrivée de 556 nouveaux ménages (chiffre à vérifier) au sein de leur communauté depuis le 1^{er} avril 2009. Ces ménages proviennent de quelques villages du groupement de Nyamaboko 1^{er} en territoire de Masisi (Kinene, Maya, Changizi, etc.) et du territoire de Walikale (villages de Kilungu, Machumbi et du groupement de Walola-Oroba).

Retour :

MSF-H signale le retour de 3 000 ménages déplacés qui se trouvaient dans le site Kanyatsi vers leurs localités d'origine (Moheto, Nyamitaba, etc.). Selon le HCR, la population des 7 camps proches de Goma a diminué de 31 991 individus, passant de 103 242 personnes à 71 251, soit une baisse de 32,2 % entre le 30 janvier et le 30 avril 2009. L'opération de facilitation de retour des déplacés vers l'Ituri a permis d'assister 1 510 personnes. Les retournés spontanés en provenance de l'Ouganda étaient 13 146 à la première semaine du mois de Mai 09.

Protection des civils :

Walikale

Une attaque a eu lieu entre le 9 et 10 mai contre la population civile et les FARDC de Busurungi, à 20 km au nord-est de Hombo nord). L'attaque a par ailleurs entraîné le déplacement d'un grand nombre d'habitants de la localité de Busurungi (qui compte 15 000 habitants) vers Hombo nord.

Accès humanitaire :

Rutshuru

Les affrontements entre FARDC et FDLR à Kinyandoni, sur l'axe Rutshuru centre, Nyamilima et Ishasha ont restreint l'accès des humanitaires au-delà de Kiwanja.

PROVINCE ORIENTALE

Mouvements de populations :

Retour :

Selon le HCR, les attaques répétées de la LRA sur l'axe Yambio (Sud-Soudan) - frontière RDC, la semaine dernière, auraient contraint 3 000 réfugiés congolais à retourner à Bitima dans le district du Haut-Uele.

Les humanitaires ont rapporté le retour de 196 ménages sur l'axe lokpaluna-lenje. D'autres mouvements dont 200 ménages ont été enregistrés dans les localités de Golo-Tsukpa et Walendu-Djatsi. Ces populations avaient fui les affrontements entre le FNI de Peter Karim et les FARDC en 2005, pour trouver refuge à Buba, Kpandroma et Linga (ter. de Djugu). Ces personnes retournées souhaitent bénéficier d'une assistance alimentaire, en intrants agricoles, en ustensiles de cuisine et en eau potable.

Accès humanitaire :

Les escortes régulièrement fournies par la MONUC permettent un meilleur accès humanitaire dans les districts des Uele. Du 5 au 11 mars, trois missions interagences ont pu être réalisées grâce à ce soutien à Taduru, Ngilima et Duru-Bitima. Le renforcement de la présence des FARDC sur l'axe Dungu-Ngilima permet aux ONG et autres acteurs de faire parvenir l'assistance aux bénéficiaires.

Protection des civils :

A la suite de nombreuses exactions commises par des militaires FARDC sur les civils à Songolo (ter. d'Irumu), notamment l'obligation de la population de retourner chez elle, une action de plaidoyer est en cours auprès de la

hiérarchie des FARDC. Par ailleurs au niveau de Ndo Okebo (ter. de Djugu), où plusieurs cas de violences sexuelles sont commis par les militaires, une équipe de monitoring de protection envisage d'y évaluer la situation. De plus, le forum de plaidoyer et le cluster protection envisagent des échanges avec les FARDC et la police nationale congolaise (PNC) sur les viols commis par les forces de sécurité.

Pour prévenir d'éventuelles tracasseries causées par les FARDC sur les populations, les autorités coutumières ont commencé à collecter des vivres auprès des déplacés ayant reçu une assistance humanitaire afin d'assister les FARDC. Les membres du CPIA, réunis ce mardi 11/05, entendent mener un plaidoyer auprès des FARDC et de la MONUC ainsi que du ministère de la Défense pour que les militaires soient payés et nourris par le gouvernement et en outre pour éviter que cette pratique ne puisse se généraliser dans d'autres localités.

Besoins non couverts :

18 000 déplacés de Ngilima ont exprimé le besoin d'une assistance alimentaire, selon le rapport de mission effectuée par le HCR du 8 au 9 avril 2009. Ces déplacés ont bénéficié d'une dernière assistance il y a deux semaines. La distribution n'avait pas couvert tous les déplacés dans la distribution de cette assistance, selon le rapport de mission du HCR. En termes de NFI, il existe un manque d'environ 75 %

PROVINCE DU SUD-KIVU

Mouvements de populations :

Déplacement des populations à Luhago/Kabare : l'on signale une forte concentration des combattants FDLR à Chiribu, Mudaka, Kafurika et la population des ces localités a peur d'être utilisée comme boucliers humains.

Protection des civils :

13 cas de violences sexuelles perpétrées par les FARDC et les FDLR ont été enregistrés dans les villages du territoire de Kalehe. Il se pose encore un problème d'accessibilités dans cette zone située dans les hauts plateaux.

Accès humanitaire :

Les partenaires humanitaires ont décidé d'observer l'évolution de la situation sécuritaire avant de procéder à d'éventuelles distributions sur l'axe Bunyakiri-Hombo. La sur militarisation de la zone et la présence de nombreuses familles de militaire font peser une menace sur les bénéficiaires. Si les conditions le permettent, les distributions pourraient commencer à partir du 18 mai prochain. Les humanitaires envisagent également d'organiser des séances de sensibilisation des militaires sur la protection des civils

Besoins non couverts :

Un incendie causé par le feu d'une cuisine a détruit 17 cases de personnes déplacées dans le site de Mubimbi II, dans la zone de Minova, en territoire de Kalehe. Les personnes sinistrées sont exposées aux intempéries. Un appel a été lancé à RRM pour distribuer des biens non alimentaires, surtout des bâches, à ces ménages.

Les résultats de l'évaluation rapide de RRM à Mudaka et environs, dans le territoire de Kabare, suite aux pluies torrentielles du 20 avril sont les suivants :

- 457 maisons détruites ainsi 207 ménages se sont déplacés et sur le passage ont perdu en articles non alimentaires.
- 11 écoles ont été endommagées dont 2 complètement détruits. A ce jour les élèves étudient dans des églises.

KASAI OCCIDENTAL

Une mission effectuée par OCHA dans la province a mis en évidence une situation humanitaire grave dans tous les secteurs. La malnutrition aiguë globale atteint 19,8% à Dekese, 14,3% à Kananga, 13,8% à Luiza. En dépit de ces résultats d'enquête, aucune action n'a été mise en œuvre, en dehors d'un appui de 6 mois financé par l'UNICEF. La santé est caractérisée par l'augmentation des cas de gastroentérite avec un total de 542 cas dont 30 décès, soit un taux de létalité de 5,5%.

Depuis la réduction, voire l'arrêt, de l'exploitation du diamant, 5 000 ménages en provenance de Tshikapa, Mbuji-Mayi et Ndjoko Punda ont été enregistrés en février dernier à Dimbelenge, Luiza, Kananga, Mweka et Kazumba. Les violences sexuelles sont en hausse et sont passées de trois cas par semaine à 16. Selon des données de juin 2008, plus de 14 000 enfants, dont 80% sont accusés de sorcellerie, sont victimes d'abus. La présence d'engins non explosés – environ 7 000 engins ont été détruits de novembre 2008 à février 2009 – constitue un obstacle majeur à la normalisation des conditions de vie et maintient certaines régions enclavées, entretient un climat d'insécurité et expose les populations à un risque permanent. Les champs ont été abandonnés par les populations déplacées suite à des conflits de pouvoir et des problèmes fonciers ont provoqué la chute de la production agricole. Les routes ne sont plus entretenues depuis plusieurs années et les pluies ont accéléré leur détérioration. La coordination humanitaire de la province s'emploie avec l'aide de tous les partenaires à remédier à cette situation.

PROVINCE DU KATANGA

Selon les sources de la BCZS de Moba, un député provincial en séjour a procédé ce mardi 12 mai à la suspension de l'infirmier titulaire et du comité de santé du CS Mutambala (11 km de Moba, axe Plateau). Le centre de santé est pour le moment fermé et la population est pour l'instant privée de soins médicaux. Cette décision serait motivée par le refus de l'IT de fournir au chef de cette localité des vivres PAM destinés aux vulnérables bénéficiaires du programme de réhabilitation nutritionnelle.